

DIX MILLIONS DE DOLLARS LE MILICIEN

La crise du modèle occidental de guerre limitée de haute technologie

Michel Goya

I.F.R.I. | *Politique étrangère*

2007/1 - Printemps
pages 191 à 202

ISSN 0032-342X

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2007-1-page-191.htm>

Pour citer cet article :

Goya Michel, « Dix millions de dollars le milicien » La crise du modèle occidental de guerre limitée de haute technologie,
Politique étrangère, 2007/1 Printemps, p. 191-202. DOI : 10.3917/pe.071.0191

Distribution électronique Cairn.info pour I.F.R.I..

© I.F.R.I.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Dix millions de dollars le milicien

La crise du modèle occidental de guerre limitée de haute technologie

Par **Michel Goya**

Michel Goya, lieutenant-colonel et rédacteur au Centre de doctrine d'emploi des forces (armée de terre), est chargé du retour d'expériences des opérations françaises et étrangères dans la zone Asie/Moyen-Orient. Il est l'auteur de *La Chair et l'Acier* (Paris, Tallandier, 2004) qui s'attache au processus d'évolution tactique de l'armée française pendant la Première Guerre mondiale.

La guerre de 2006 au Liban a révélé l'incapacité des stratégies et des appareils fondés sur la haute technologie comme le caractère sciemment mesuré de leur emploi dans les nouvelles « guerres totales ». La volonté de limiter le risque et le coût des matériels utilisés inhibent les manœuvres des armées régulières. Pour la France, qui intervient largement dans les crises extérieures, la leçon de ces nouveaux affrontements doit être tirée rapidement.

politique étrangère

En juillet-août 2006, malgré l'engagement de l'équivalent de l'armée de terre et l'armée de l'air françaises, les Israéliens ont échoué à vaincre au Liban quelques milliers d'hommes retranchés dans un rectangle de 45 km sur 25 km. C'est un résultat tactique surprenant et, comme tel, probablement annonciateur d'un phénomène nouveau. Quinze ans plus tôt, c'était l'écrasement de l'armée de Saddam Hussein par la coalition menée par les États-Unis qui étonnait. La première guerre du Golfe amorçait une ère de guerres limitées dominées par la haute technologie occidentale. L'échec israélien au Sud-Liban annonce sans doute déjà la fin de cette époque.

Le révélateur libanais

Le 12 juillet 2006, pour des raisons encore mystérieuses, la milice du Hezbollah monte une attaque remarquable de professionnalisme contre un poste militaire israélien. Le gouvernement d'Ehoud Olmert réagit en engageant son aviation dans une guerre à distance de haute technologie.

Par crainte d'un nouvel enlèvement au Sud-Liban, les forces terrestres sont alignées sur la frontière, mais ne la franchissent pas.

Tsahal découvre alors que ses adversaires se sont parfaitement adaptés au feu aérien en développant une version « basse technologie » de la furtivité, combinant réseaux souterrains, fortifications et – surtout – mélange avec la population. Au bout d'une semaine de raids, la campagne aérienne, réglée comme un remarquable mécanisme d'horlogerie, a permis de neutraliser la menace des missiles à longue portée (il est vrai la plus dangereuse), mais elle s'est avérée totalement impuissante à écraser le Parti de Dieu. Malgré (ou à cause de) la mort de 2 000 civils libanais, et 12 milliards de dollars de dégâts, elle a tout autant échoué à faire plier le gouvernement de Beyrouth. Non seulement le gouvernement libanais n'a pas bougé pour désarmer le Hezbollah, mais il est parvenu à convaincre les instances internationales d'engager un processus d'imposition de cessez-le-feu. Le gouvernement israélien ne pouvait plus faire l'économie d'une opération terrestre pour tenter d'éliminer son adversaire¹.

Après l'inefficacité de la campagne aérienne, c'est alors la perte de savoir-faire et l'inadaptation des matériels de l'armée de terre de Tsahal qui apparaissent au grand jour. Le Hezbollah est légèrement équipé, mais il maîtrise parfaitement son arsenal, notamment antichar, dans un combat décentralisé, à la manière des Finlandais face aux Soviétiques en 1940. Il pratique aussi une *guerre totale*, tant par l'acceptation des sacrifices que par l'intégration étroite de tous les aspects de la guerre au cœur de la population. En face, l'armée d'Israël s'engage dans une ambiance de « zéro mort », et échoue. Au bilan, Israël a perdu 120 hommes et 6 milliards de dollars, soit presque 10 millions de dollars par ennemi tué, et ce, sans parvenir à vaincre le Parti de Dieu. À ce prix, sans doute eut-il été tactiquement plus efficace de proposer plusieurs centaines de milliers de dollars à chacun des 3 000 combattants professionnels du Hezbollah en échange d'un exil à l'étranger...

Israël a perdu presque 10 millions de dollars par ennemi tué

L'économiste Schumpeter caractérisait la crise économique par la chute des résultats obtenus en employant des ressources constantes. Selon ce critère, l'armée israélienne, si brillante par le passé, connaît incontestablement une crise tactique. L'impuissance des États-Unis en Irak, malgré dix millions de dollars dépensés par heure depuis plus de trois ans, et celle de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) – qui représente

1. Sur la guerre entre Israël et le Hezbollah, voir le document du Centre de doctrine d'emploi des forces, « La guerre de juillet », disponible sur <www.cdef.terre.defense.gouv.fr>.

80 % du budget militaire mondial – incapable de juguler le retour des Talibans au sud de l’Afghanistan, donnent à penser que c’est l’ensemble du *modèle occidental de la guerre* qui entre en crise.

La nouvelle guerre en dentelles

On peut faire remonter l’origine du problème actuel à la course à la haute technologie à usage militaire lancée dans les années 1970 par les Américains. Il s’agissait alors de s’appuyer sur les avancées industrielles du moment pour développer un arsenal de munitions extrêmement précises permettant de frapper sur toute la profondeur du dispositif adverse. On espérait ainsi pouvoir enrayer une offensive du Pacte de Varsovie en Allemagne occidentale en frappant les postes de commandement, les flux logistiques ou en freinant l’arrivée des renforts soviétiques. Par extension, il devint possible de dépasser les objectifs tactiques pour imaginer la destruction des centres économiques ou de pouvoir politique d’un pays tout entier, ce qui n’était concevable auparavant, avec une efficacité similaire, que par l’emploi d’armements nucléaires tactiques. Portés par des budgets représentant 3 % à 4 % du produit intérieur brut (PIB), les armées occidentales ont suivi cette voie, ne serait-ce que pour rester « interopérables » avec l’allié américain. Se croyant obligés de s’engager aussi dans cette course aux armements high-tech, les Soviétiques s’y sont épuisés².

En stratégie nucléaire, on parle de capacité de « première frappe » lorsque l’on peut ravager un pays adverse sans craindre une riposte atomique. Avec la disparition du Pacte de Varsovie, en 1991, les Américains se trouvent dans cette situation de « première frappe », mais dans le domaine conventionnel. Ils peuvent se permettre d’écraser n’importe quelle armée du monde sans crainte de réactions vraiment dangereuses, et ce, sans subir de pertes lourdes. L’ère de la dissuasion par le feu classique se surimpose ainsi à la dissuasion nucléaire. La première guerre du Golfe est le révélateur de ce nouveau paradigme. L’armée irakienne, parfois présentée comme la quatrième du monde, est balayée après un mois de frappes aériennes, puis après seulement 100 heures de guerre terrestre. Les pertes de la coalition sont, au moins, cent fois inférieures à celles des Irakiens. La thèse soutenue dès les années 1970 que les nouvelles technologies de l’information pouvaient engendrer une « révolution dans les affaires militaires » (*Revolution in Military Affairs, RMA*) semble trouver là une éclatante démonstration.

2. L’école de pensée soviétique de la « révolution technico-militaire », menée par le maréchal Ogarkov dans les années 1970, a été la première à conceptualiser les effets des nouvelles technologies sur l’art de la guerre mais l’économie de l’Union soviétique, au bord de l’épuisement, a été incapable de les concrétiser.

Débutent alors une nouvelle organisation des rapports internationaux qui se veut proche des différents « concerts des nations » qui se sont succédés en Europe après les traités de Westphalie (1648) ou le congrès de Vienne (1815). Forts de cette « première frappe », les Américains et leurs alliés sont dans une situation d'oligopole militaire qui leur permet toutes les audaces politiques pour imposer ce « nouvel ordre mondial ». Si l'outil militaire est hérité de la guerre froide, les objectifs qui lui sont donnés restent cependant limités : restaurer ou imposer la paix dans un État « défaillant », contenir les ambitions d'un « voyou », « tirer la violence vers le bas » en s'interposant entre deux belligérants, etc.

Les territoires nationaux des puissances occidentales n'étant plus menacés d'invasion, les actions militaires s'effectuent désormais au loin, par le biais de projections de forces. Ces expéditions combinent l'action de l'arsenal de frappe à distance avec le stoïcisme de forces terrestres qu'on ne manœuvre pas mais que l'on place dans la zone d'action pour occuper le terrain après les feux (Kosovo) ou, grande nouveauté, avant même les feux, dans un état intermédiaire entre la paix et la guerre (Bosnie). On ne parle d'ailleurs plus de guerres, mais d'opérations, et la notion de combat devient presque obsolète.

Cette forme d'emploi des forces terrestres exige de disposer de soldats d'un type particulier pour pouvoir servir des matériels de haute technologie, et surtout être immergés dans des milieux physiques et humains très différents, à très court préavis, très rapidement et de manière répétitive. On ne leur demande pas ou peu de tuer, et encore moins de mourir, mais d'être patients, stoïques, disciplinés et, parfois, de désigner des cibles aux feux aériens. Toutes ces caractéristiques imposent le choix de troupes professionnelles.

Objectifs limités, armées professionnelles, évitement des combats, souci d'éviter les pertes : l'époque rappelle celle des Lumières, juste avant que la Révolution française ne réintroduise la notion de guerre totale et ne balaie les soldats des « guerres en dentelles ».

Le retour de la guerre totale

Les attentats du 11 septembre 2001 et la « Guerre globale contre le terrorisme » (devenue depuis « Longue guerre ») qu'ils ont déclenchée ont mis fin à l'illusion de ce nouvel âge des Lumières. Les États-Unis ont réintroduit des objectifs beaucoup plus ambitieux que le retour à la paix ou l'aide à une population martyre. Il s'agit désormais d'instaurer la démocratie dans des pays qui en sont fort éloignés.

Pour atteindre ces objectifs, les États-Unis ont conservé l'outil de la guerre froide, et l'esprit de la guerre limitée. En Afghanistan, en 2001, la chute des Talibans est obtenue sans intervention de l'US Army, par la seule action combinée du feu aérien et des forces spéciales. Plus délicate, l'invasion de l'Irak, en mars-avril 2003, n'en a pas moins démontré une nouvelle fois les capacités des armes modernes démultipliées par l'arrivée des nouvelles technologies de l'information. Agissant cette fois simultanément à une campagne aérienne intensive, il a suffi de 19 jours à quatre divisions américaines et une britannique pour s'emparer de Bagdad en partant du Koweït. Ce résultat spectaculaire a été obtenu au prix de la mort de 148 soldats américains et de 23 britanniques.

Mais en introduisant des objectifs globaux, les Américains ont aussi créé des adversaires nouveaux. En avril 2003, Bagdad a été prise en deux jours, car ceux qui étaient prêts à mourir pour Saddam Hussein étaient rares. Un an plus tard, il faut des mois et un déploiement de forces considérable pour vaincre les quelques milliers de rebelles mal équipés retranchés dans Fallouja. Visiblement, les adversaires des Américains ont changé, non pas par leur équipement, mais par leur vision de la guerre. Pour les rebelles irakiens, afghans, palestiniens ou chiites libanais, la guerre est totale ; ils emploient donc des moyens « totaux », comme le combat-suicide. On qualifie ces adversaires d'asymétriques parce qu'ils pratiquent des méthodes radicalement différentes de celles des armées occidentales, mais la différence principale ne réside pas dans les méthodes : elle est surtout morale.

La différence entre les Occidentaux et leurs adversaires est surtout morale

Plus grave : non seulement ces adversaires sont prêts à mourir, mais ils combattent de mieux en mieux. On a évoqué le cas des Hezbollati ou des rebelles afghans en 2006, mais on pourrait décrire l'armée du *Mahdi* de l'ayatollah Moqtada al-Sadr. En intégrant parfaitement tous les aspects politiques, médiatiques, sociaux et militaires de son action, cette dernière existe toujours, malgré les coups qu'elle a subis en 2004. Elle s'est même permis le luxe, avec ses combattants, souvent des adolescents mal équipés, d'humilier le contingent espagnol, de repousser par deux fois un bataillon d'élite italien, puis de mettre en échec la politique britannique à Bassorah. Moqtada al-Sadr, un des pires ennemis des Américains, peut circuler en toute liberté en Irak³.

3. Sur la guérilla en Irak, voir « Les armées du chaos » et le numéro spécial de *Doctrines*, « La guerre après la guerre » du Centre de doctrine d'emploi des Forces, disponible sur <www.cdef.terre.defense.gouv.fr>.

L'armée du *Mahdi* a perdu des milliers d'hommes au combat mais elle peut compter dans les quartiers chiïtes les plus misérables de l'Irak, et comme la guérilla sunnite, sur un « bassin de recrutement » d'un million d'hommes en âge de porter les armes. Ce sont, pour reprendre les termes du comte de Guibert dans son *Essai général de tactique*⁴, des « nations en armes » face à des « armées de princes ». Les premières seules, selon Guibert, pouvant dépasser le cadre des guerres limitées.

Le combat de ces mouvements est facilité par la difficulté de ces « armées de princes » à s'adapter. Ces dernières découvrent qu'elles ne sont plus aussi irrésistibles qu'elles le pensaient. Elles découvrent aussi qu'elles se sont fracturées.

La fracture tactique

Une heure de vol d'un chasseur-bombardier moderne coûte plusieurs dizaines de milliers de dollars (50 000 pour un Rafale⁵), et les projectiles qu'il emporte en représentent plusieurs dizaines de milliers⁶. Dans la guerre de l'été 2006, les Israéliens ont réalisé plus de 10 000 missions de chasseurs-bombardiers, 9 000 missions d'autres types (drones, transport, etc.) et largué environ 10 000 bombes et 7 000 missiles. La campagne aérienne a donc coûté au total entre un et deux milliards de dollars. La facture aurait pu être encore plus lourde si le Hezbollah avait disposé d'un arsenal antiaérien efficace⁷. Dans une situation semblable à celle d'octobre 1973 (114 avions détruits et 236 endommagés en 19 jours de combat⁸) et au tarif actuel de 100 à 150 millions de dollars par chasseur-bombardier, les seules pertes aériennes auraient fait perdre à Israël 1 % de PIB *par jour* de guerre.

Les armements terrestres ne sont pas en reste, à une autre échelle toutefois, puisqu'un hélicoptère d'attaque de dernière génération coûte

4. Publié de manière anonyme en 1770 en Hollande, cet ouvrage est réédité sous le nom de l'auteur en 1772 : J. de Guibert, *Essai général de tactique* précédé d'un *Discours sur l'état actuel de la politique et de la science militaire en Europe* avec le plan d'un ouvrage intitulé : *La France politique et militaire*, Londres, Les Libraires associés, 1772 (NDLR).

5. Les chiffres du coût des matériels français sont issus du compte-rendu n° 27 de la Commission de la défense nationale et des forces armées et du rapport à l'assemblée nationale n° 385, disponibles sur <www.assemblee-nationale.fr>.

6. Chacune des 2000 sorties aériennes françaises au-dessus de la Serbie et du Kosovo en 1999 a coûté en moyenne 51 000 dollars mais avec seulement 420 missions ayant réalisé un tir effectif. Les 718 projectiles lancés (dont une majorité de bombes lisses non guidées, moins onéreuses) ont coûté 60 millions de dollars. Rapport d'information n° 1775 déposé par la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le coût de la participation de la France aux opérations menées en vue du règlement de la crise au Kosovo. Voir <www.assemblee-nationale.fr>.

7. Les pertes aériennes de la guerre Israël-Hezbollah se limitent à un avion F-16 I, trois hélicoptères d'attaque Apache et un hélicoptère de transport.

8. P. Razoux, *La Guerre israélo-arabe d'octobre 1973*, Paris, Economica, 1999.

25 millions de dollars, et qu'un char de bataille comme le *Leclerc* atteint 20 millions de dollars. Comme chaque nouvelle génération de matériels est de deux à huit fois plus chère que la précédente⁹, et comme les budgets militaires sont en baisse relative depuis plus de quinze ans, certaines tensions sont inévitables.

Toutes choses étant égales par ailleurs, la première conséquence de cette augmentation des coûts est la réduction des parcs disponibles. Le nombre de chars dans l'armée de terre française passe ainsi de 2150 en 1976 à 400 actuellement. En 1977, en poussant cette logique jusqu'au bout, Norman R. Augustine, président de Lockheed-Martin, estimait qu'autour de 2050 l'ensemble du budget du Pentagone ne pourrait acheter qu'un seul avion. Celui-ci serait confié trois jours par semaine à l'Air Force, trois jours à la Navy et le septième au Marine Corps...

Mais les choses ne sont pas égales par ailleurs. L'envolée des coûts a drainé les ressources sur certains matériels au détriment de moyens jugés secondaires. En cet été 2006, les Israéliens ont regretté amèrement de ne pas avoir renouvelé leurs véhicules de combat d'infanterie datant des années 1970, et devenus très vulnérables aux armes antichars modernes du Hezbollah. Les réservistes, de leur côté, ont constaté qu'ils étaient moins bien équipés individuellement que les miliciens qu'ils affrontaient.

L'appauvrissement n'est pas seulement matériel, il est aussi humain. Les effectifs des armées occidentales n'ont pas cessé de décroître depuis le début des années 1990, et pas seulement sous l'effet d'une professionnalisation qui rend d'un seul coup le soldat rare et cher. Les effectifs de l'US Army (professionnalisée depuis 1973) ont diminué d'un tiers de 1991 à 2001. On se retrouve ainsi, en proportion de la population, avec moins de combattants américains en Irak que de policiers dans les rues de New York, et un contingent de la coalition en Afghanistan quatre fois inférieur en nombre à celui des Soviétiques dans les années 1980.

Mais une armée n'est pas une simple juxtaposition d'hommes et de matériels, c'est aussi un « portefeuille de compétences ». Or un savoir-faire qui ne s'entretient pas par un entraînement soutenu et réaliste, ou par l'action, s'étiole. En réduisant l'entraînement au combat de haute intensité

9. Le coût d'un chasseur *Rafale* est approximativement le double de celui du *Mirage 2000D* (mis en service en 1993), le quadruple des premières versions *Mirage 2000* (1984) et au moins six fois celui du *Mirage F1* (1974, toujours présent dans l'ordre de bataille). Le coût d'un char *Leclerc* est à peu près le triple de celui d'un *AMX-30*. Le véhicule blindé de combat d'infanterie (*VBCI*), qui entrera en service en 2008, coûte au moins six fois plus que l'*AMX-10P* qu'il remplace. La proportion est à peu près la même entre l'hélicoptère *Tigre*, en version antichar, et son prédécesseur ou entre le futur hélicoptère de transport *NH90* et le *Puma*. Ces chiffres sont issus de plusieurs sources, dont le site <www.obsarm.org/> ; les rapports à l'assemblée nationale n° 385 et 1775 disponibles sur <www.assemblee-nationale.fr>.

par manque de ressources financières, ou de temps (conséquence aussi de faibles effectifs très sollicités), on introduit un premier appauvrissement de compétences. En réservant les combats à une élite de forces spéciales ou de moyens de feux à distance, considérés tous deux comme plus sûrs, on accentue cet appauvrissement, en interdisant à l'expérience de compenser le manque d'entraînement.

Après la guerre de juillet, un général israélien constatait amèrement que le prix d'un seul des 250 avions F-16 de l'armée de l'air israélienne équivalait au budget annuel d'entraînement des 300 000 réservistes du pays, lesquels, par économie, avaient vu leur période annuelle de mobilisation et d'entraînement passer de 30 à 14 jours. Il remarquait aussi que

L'armée de terre israélienne ne sait plus faire que du contrôle de foule et tenir des *check points*

de ces différents phénomènes, l'armée israélienne s'est ainsi fractionnée en trois : une armée de guerre à distance centrée autour de l'armée de l'air et des forces spéciales, une armée de terre d'active ayant perdu une partie de ses compétences et dont le matériel n'a pas été complètement renouvelé, et une armée de réserve complètement délaissée.

La conjonction de ce fractionnement, de l'envolée des coûts des matériels modernes sans augmentation proportionnelle d'efficacité, de l'adaptation des adversaires et de l'asymétrie morale des guerres actuelles, aboutit à la chute des rendements, synonyme de crise, qu'identifiait Schumpeter.

Le cas de la Joint IED Defeat Organization (JIEDDO) est emblématique de cette chute d'efficacité. La JIEDDO est l'organisation américaine en charge de la lutte en Irak contre les engins explosifs improvisés (*Improvised Explosive Devices*, IED). En 2004, son budget était de 100 millions de dollars. En 2005, il passait à 1,2 milliard de dollars, puis à 3,4 milliards en 2006. La lutte contre les IED est ainsi devenue l'un des plus importants programmes publics de toute l'histoire des États-Unis, avec le projet *Manhattan* de fabrication de l'arme atomique, ou le projet *Apollo* de conquête de la Lune. Tout cela pour contrer la menace d'engins artisanaux faits d'un obus, d'une roquette ou d'une bombe d'avion, d'une charge explosive et d'un moyen de mise à feu, soit quelques milliers de dollars tout compris. Malgré l'énormité des sommes dépensées, le nombre d'attaques par IED est passé de 10 par jour au début de 2004 à 40 en 2006.

Les stocks d'obus présents en Irak peuvent permettre de continuer les attaques IED pendant presque 250 ans, alors que de 800 soldats américains ont déjà été tués par ce moyen.

Quelques leçons pour la France

La France échappe-t-elle, par une nouvelle exception, à ce phénomène ? Sur une tendance longue, et sans remonter à l'épopée napoléonienne, on ne peut que constater le déclin de notre « poids militaire relatif », à la mesure de l'évolution de notre poids démographique et économique. Certains Français se souviennent encore avoir entendu que leur armée était la meilleure du monde. D'autres, plus nombreux, se rappellent qu'il y a juste 50 ans, nous étions capables d'engager deux divisions dans une vaste opération amphibie et aéroportée sur les côtes égyptiennes, tout en menant une guerre en Algérie et en assurant une forte présence au sein de l'OTAN. Nous serions tout au plus capables actuellement de larguer un bataillon par air et d'en débarquer un autre sur la côte.

Incontestablement, la chute des rendements nous frappe également et peut-être même plus que d'autres. Dans un budget de la défense qui est passé de 3 % du PIB en 1980 à 1,9 % actuellement, le maintien de grands programmes fournis par l'industrie nationale (26 milliards d'euros pour le programme *Rafale*, 7,7 milliards pour le porte-avions *Charles de Gaulle*, 7 milliards pour le projet franco-allemand d'hélicoptère *Tigre*, 5,7 milliards pour le char *Leclerc*) a mécaniquement appauvri l'environnement de ces chantiers phares. Les engins de transport comme l'avion *Transall* ou l'hélicoptère *Puma* sont très essoufflés après bientôt 40 ans de service. Les parcs de véhicules de combat et de transport des régiments de l'armée de terre ne sont pleins qu'à moitié. Le reste est en maintenance.

L'appauvrissement est, là aussi, humain ; quantitativement, puisque la presque totalité des compagnies et escadrons de France sont en sous-effectifs, mais aussi sans doute qualitativement. Nos soldats s'acquittent remarquablement bien de leurs missions actuelles, mais que se passerait-il si nos forces étaient engagées dans des combats de haute intensité à grande échelle ? Hormis pendant la première guerre du Golfe, nous n'avons pas été sérieusement confrontés au problème. Et encore, dans ce cas, sauf pour nos avions *Jaguar* qui ont beaucoup souffert lors de leur premier emploi, l'opposition a été bien faible. Nous avons donc du mal à nous évaluer.

Quelques indices peuvent nous aider à y voir plus clair. En novembre 2004, pour écraser 3 000 rebelles retranchés à Falloudja, une ville de la taille de Montpellier, les Américains ont réuni l'équivalent d'un tiers du

corps de bataille aéroterrestre de l'armée de terre française. Il n'est pas inutile de rappeler qu'ils avaient aussi l'expérience d'un premier siège de la ville en avril, et des années d'entraînement intensif au combat urbain et à la coopération interarmes et interarmées. Plus largement, le corps des *Marines* américains, l'équivalent de notre armée de terre et de notre armée de l'air, déploie environ 30 000 hommes dans la province d'Al-Anbar, à l'ouest de l'Irak, depuis 2004, sans parvenir à la pacifier. Plus de 700 *Marines* y sont déjà tombés. Nous avons vu que, pour affronter le Hezbollah (environ 10 000 hommes), l'armée israélienne avait déployé huit brigades et 400 chars, c'est-à-dire à peu près notre ordre de bataille terrestre, et l'équivalent de notre armée de l'air, à proximité de ses bases, sans parvenir à vaincre. Face à un ennemi très motivé, bien adapté au feu moderne et sur son terrain, nous ne pouvons désormais espérer vaincre qu'une milice de quelques milliers d'hommes.

Selon Schumpeter, la solution à la crise passe nécessairement par une manière différente d'utiliser les ressources. Cette réallocation des ressources, en hommes, compétences et équipements, est cependant délicate, et ne peut se passer de débats et de choix politiques. Aux États-Unis, le débat est vif entre les « Irakiens » et les « Chinois ». Les premiers, ceux qui se battent en Irak, veulent gagner la guerre actuelle et demandent des hommes et des matériels adaptés à leur combat quotidien. Les seconds dédaignent la contre-guérilla, pensent à la guerre future et ont trouvé dans le nouveau « péril jaune » un nouveau pourvoyeur de budgets.

On ne pourra faire l'économie de tels débats en France. Le coût d'un avion *Rafale* équivaut à celui d'un régiment d'infanterie (matériels et soldes du personnel compris sur la durée de vie d'un avion). Entre les 300 *Rafale* (ou les deux autres modèles de chasseur dont nous disposons) et les 20 régiments d'infanterie existants, il est évident qu'à court terme ce seront ces derniers qui seront les plus employés. Ils fournissent déjà le gros des neuf groupements tactiques que nous engageons en opérations actuellement (Liban, Afghanistan, Côte-d'Ivoire, Kosovo, plan Vigipirate), et des huit autres que nous maintenons hors de métropole à proximité des zones de crise. Ils fournissent également la très grande majorité des pertes que nous avons eues en opérations depuis 20 ans¹⁰, alors qu'aucun homme n'a été perdu en combat aérien, combat naval ou char contre char.

Une vieille loi économique considère que, lorsque le coût d'un des deux facteurs de production, le capital ou le travail, augmente, il devient préférable d'investir dans l'autre. Le « capital », c'est-à-dire la haute

10. Soit environ 200 tués et 1 000 blessés par des actes hostiles.

technologie, devenant très cher, il devient logique d'investir dans le « travail », c'est-à-dire dans les hommes. Il s'agit au demeurant d'un simple problème d'efficacité. La guerre se déroule désormais presque exclusivement au milieu des populations ; dans ce contexte, le meilleur système d'armes, capable tour à tour de tirer avec précision sans provoquer de « dommage collatéral », de dialoguer, de fournir une assistance humanitaire, de chercher du renseignement, etc., reste encore le combattant terrestre. L'US Army ne s'y est pas trompée, qui considère désormais que son principal gisement d'efficacité réside plus dans les sergents-chefs de groupes d'infanteries, que dans le combat info-centré (*network centric warfare*, NCW). Depuis 2003, l'infanterie américaine accroît ses effectifs de 10 % tous les ans.

La haute technologie devenant très chère, il est logique d'investir dans les hommes

Il ne s'agit pas cependant, par un effet de balancier, d'en revenir à l'armée de la guerre d'Algérie, mais plutôt de concevoir un modèle équilibré. Même en investissant dans la main-d'œuvre, les soldats professionnels sont des « ouvriers qualifiés », qui demeureront rares et chers. Pour être efficaces, ils doivent être dotés de matériels performants. Pour cela, il n'est pas forcément besoin de bijoux technologiques, mais d'engins aériens ou terrestres plus nombreux et plus adaptés. L'avion actuellement de loin le plus efficace en Irak et en Afghanistan est l'AC-130 *Gunship*, un appareil de transport reconverti en forteresse volante hérissée de canons tirant en sabord et dotée d'une électronique de pointe. Pour un cinquième du coût du programme du chasseur F-22, les Américains sont en train de se doter de sept brigades de 3 000 hommes montées sur véhicules *Stryker*. Ces unités combinent des matériels éprouvés (le *Stryker* est dérivé d'un engin existant), beaucoup plus d'hommes que les brigades précédentes (la tourelle du *Stryker* est volontairement réduite pour pouvoir embarquer plus de fantassins) et de la haute technologie, grâce aux instruments de numérisation qui équipent tous les véhicules¹¹.

Pour certains pourtant, privilégier le « travail » sur le « capital » présente le risque de perdre certaines compétences industrielles stratégiques, qui pourraient faire cruellement défaut dans un avenir plus lointain. Pour résumer, à moins d'un accroissement du budget, il s'agit de choisir entre

11. Les instruments de numérisation combinent la géolocalisation et la transmission de données.

une vulnérabilité certaine à court terme contre une autre, possible, à long terme. Ne pas faire de choix, c'est se condamner à l'impuissance sur tous les tableaux.



MOTS CLÉS

Israël
Liban
Modèle occidental de guerre
Hautes technologies